
N^o. 378.

L'AMI DU PEUPLE,
O U
LE PUBLICISTE PARISIEN,
JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,
Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie,
du Moniteur, du Plan de constitution, &c.

Vitam impendere vero.

Du Lundi 21 Février 1791.

L'assemblée nationale convaincue de fourbe ,
d'infidélité et de trahison par ses propres
efforts à vouloir paroître juste et bienfai-
sante. — La citadelle emportée et les arse-
nanx conquis, ou expédition héroïque des
citoyens soldats de Dieppe.

On diroit que l'assemblée nationale et mon imprimeur se soient donné le mot pour me mettre hors de gamme. Mon Numéro 376 étoit à l'imprimerie le 18 au matin ; ne voilà-t-il pas que sur la fin de la journée, il prend fantaisie au comré des finances de donner un tableau des dépenses de l'année 1791 !

comme s'il eut prit à tâche de démentir la prédiction que je venois de faire. Les bonnes gens crieront au faux prophète, et moi je crierai aux badaux : citoyens, je vous le repète, le tableau fidèle que la nation demande n'est pas celui que le comité vous présente; et croyez-en l'Ami du peuple, ce fidèle tableau vous ne le verrez jamais.

Je n'entrerai pas ici dans l'examen détaillé des sommes fixées pour chaque objet de dépense publique, n'ayant sous les yeux aucune des pièces de conviction; je m'en tiens donc à ces données, quitte à y revenir ci-après.

Le comité porte à 280,232,800 livres, les frais d'administration : et les charges du gouvernement à 582,107,377 liv. c'est donc 301,874,577 liv. de charges, que l'assemblée auroit dû éteindre dans l'espace d'une année, la partie remboursable. Mais ce n'est point là son plan. Elle commence à éteindre, et avec lenteur, les dettes simulées des agens royaux, des ex-ministres, des ex-envoyés, des ex-gens du roi, des ex-commissaires des guerres; elle paye des pensions à des ex-gouverneurs de provinces, à des ex-commandans de place, à des ex-lieutenans de roi : c'est-à-dire qu'elle dilapide en faveur des agens du prince les richesses de la nation, tandis qu'elle renvoie aux ministres la liquidation, les dettes des vrais fournisseurs du gouvernement (1). Mais à regarder ces opérations comme légitimes, n'a-t-elle pas mérité le reproche de les éterniser d'une manière scandaleuse? Camus disoit l'autre jour avec jactance : *Messieurs, en augmentant le nombre des commis, on pourroit brûler par semaine pour cinq millions d'assignats. Va.... Cinq millions par semaine font 265 millions par an. Les traitemens,*

(1) Je parlerai sous peu du décret inique qui a déterminé cet arrangement.

pensions, rentes viagères et rentes perpétuelles qui forment la dette non exigible, et qu'il est de l'intérêt de l'état de laisser éteindre d'elle-même, montent à 206,550,844 liv., reste 95,323,733, pris pour intérêts au denier vingt; leur capital s'élève à 1,906,474,660 l., somme qui ne peut être éteinte que dans l'espace de sept années et demi, à rembourser annuellement celle de 265 millions; mais qui pouvoit l'être en moins d'un an; car la vente des biens nationaux se seroit élevée annuellement à plus de deux milliards; pour peu que le législateur eût pris des mesures propres à réprimer les prélats factieux.

Venons à un autre point. La nation a en main pour plus de 8 milliards de biens ecclésiastiques. Qu'elle les vende ou qu'elle les fasse valoir, elle en touche l'intérêt: comment arrive-t-il que le comité des impositions ne porte en recette pas un sol de leurs revenus, qui doivent cependant s'élever au moins à 150,000,000? C'étoit donc 150 millions à déduire sur les dépenses publiques.

Ce n'est pas tout: le comité porte à 582,107,377 l., la somme à lever sur les peuples pour le service de 1791: mais le premier trimestre de 1791 est payé ou censé l'être, puisque les 72 millions extraordinaires qu'on vient de décréter, en sont réputés le déficit.

Ainsi c'est 143,026,894, à déduire pour ce trimestre: resteroit 439,080,483 liv.; dont il faut déduire encore 150,000,000, montant des revenus ecclésiastiques; plus 95,323,733 l., intérêts de la dette exigible qui auroit dû être éteinte. Réduisons à 200 millions, le montant de ces deux sommes, à raison des intérêts progressifs à payer avant leur entière extinction. Reste donc 239,080,483 liv.; total des sommes à lever sur les peuples pour le service de 1791: au lieu de 582,107,377 liv.; ce qui fait une

différence de 343,026,894 liv., dont le comité nous cache l'emploi scandaleux qu'en font les ministres ou qu'il dilapide lui-même avec les sangsues de l'état. J'avois donc bien raison d'affirmer que jamais le comité rongeur ne vous donneroit le tableau fidèle des recettes et des dépenses de l'état.

Pour marquer du sceau de l'évidence, l'esprit de déprédation, de vexation, de bassesse et de servitude qui l'anime, je me borne ici à comparer deux articles, l'un de dépense, l'autre de recette; et les lecteurs éclairés jugeront.

Le comité porte à 3,862,000 liv., les fraix de l'imprimerie royale, dépense aussi vaine que ridicule : on conclura de là et avec raison qu'il jette l'argent par les fenêtres. A côté de cette dilapidation scandaleuse qu'on place 100,000 liv., somme à laquelle il porte la recette des poudres et salpêtres, dont il a voulu absolument que la fabrication ne fut pas libre, sous prétexte de ne pas porter un préjudice trop considérable aux revenus de l'état; et on criera à la lésinerie. . . . Mais non, c'est de mauvaise foi, d'hypocrisie, de vénalité et de trahison qu'il faut l'accuser : car il n'a tant fait de bruit sur le tort que la fabrication libre des poudre et salpêtres feroit au revenu public, qu'afin d'avoir un prétexte de voiler aux yeux de la nation leur empressement à enlever au peuple toutes munitions de guerre, et à le livrer sans défense à la merci du roi, auquel presque tous les peres conscrits sont vendus; puisqu'aucun de nos représentans n'a réclamé contre le projet de décret, en dévoilant ces honteux mistères.

Je releverai dans le numéro suivant, la barbarie du droit de patente substitué aux maîtrises, qui ne sont pas même rachetées par les droits d'entrées, que les peres conscrits viennent de supprimer.

grace à la fermentation violente où ils voyent les esprits. Le plus grand bien qui résultera de cette suppression, c'est l'anéantissement de l'armée de commis et des satellites des barrières qui menaçoient à chaque instant la liberté publique et individuelle. Nous voilà donc débarassés des chasseurs soides. En tirer les bons sujets pour les incorporer à l'armée auxiliaire; s'assurer des assassins de la Chapelle, pour les punir, et renvoyer tous les autres, est le seul parti qui nous reste à prendre. Mais je ne sais quel pressentiment sinistre suspend le plaisir que doit faire ce décret. Le dirai-je, les peres conscripts en auroient-ils renvoyé l'exécution à quelques mois, s'ils n'avoient esperé que dans l'intervalle les événemens le rendront nul?

A l'Ami du Peuple.

Dans votre N^o. 255. Vous dénoncez un rassemblement de 4000 jadis nobles, qui à l'aide de deux régimens d'hussards et de royal allemand cavalerie, doivent favoriser l'enlèvement du roi pour le conduire à Rouen. Vous ajoutez que dix hommes par compagnie de la garde citoyenne de Dieppe devoient se réunir avec eux pour assurer l'exécution de cet horrible projet. Cette inculpation injuste contre des citoyens d'une ville où j'ai reçu le jour m'a cruellement affecté dans le temps, et je me suis bien promis de la relever dès que j'en aurois l'occasion. Je ne peux mieux la combattre qu'en vous adressant un précis de la relation que mon frere, excellent patriote m'a adressée de Dieppe, le 8 de ce mois.

Vous y verrez que le feu du patriotisme a porté les citoyens de Dieppe à s'emparer du château et de la citadelle, de même que des magasins à poudre et de toutes les munitions de guerre, qu'ils ont dans leurs mains; qu'ils se sont fait délivrer 5000 fusils

tout neufs, et qu'il n'y a pas un seul homme des troupes de ligne dans la ville. Vous y verrez que le zèle et le patriotisme éclairé de la garde citoyenne sont tels que les aristocrates qui faisoient les méchans n'osent plus souffler. Vous y verrez que la majeure partie des prêtres rebelles sont destitués de leurs fonctions; que tous les citoyens sont pleins d'amour pour le nouvel ordre de choses où ils espèrent trouver la réforme de tous les abus. Vous y verrez qu'ils sont déterminés à périr les armes à la main, plutôt que de se laisser remettre sous le joug; enfin vous y verrez que vos feuilles que je fais passer régulièrement, sont regardées comme les reliques les plus précieuses, et que la lecture s'en fait avec enthousiasme dans tous les corps-de-garde. J'en suis enchanté : mais ce qui me désole, mon cher Marat, c'est que je crois qu'elles sont interceptées, dans beaucoup de provinces (1), où elles feroient un bien infini.

Signé Berruyer, ancien régisseur des écuries des quatre maisons des princes, et ennemi juré des détracteurs de l'amî du peuple. A la grille du grand Montreuil.

De Versailles ce 15 février 1791.

(1) J'apprends dans le moment qu'il y a des mouchards apostés les jours du départ des chassées-marcées rue Montorgueil, pour empêcher les colporteurs de leur vendre *l'amî du peuple*. On peut croire que mille autres rubriques sont employées pour les intercepter et les empêcher de passer en province.

Réponse de l'Ami du peuple.

Je commence par vous observer, mon cher compatriote, qu'il est impossible que la garde citoyenne de Dieppe se soit crue inculpée par la dénonciation dont vous vous plaignez, puisqu'il y est dit. » Dans le moment, on vient de donner ordre à dix hommes » par compagnies de la garde citoyenne, à cent hommes du régiment qui est ici en garnison, de se » tenir prêts à marcher au premier signal. Or, à supposer qu'ils aient été commandés pour appuyer l'expédition des ennemis de la patrie, l'inculpation ne peut tomber que sur les chefs de la municipalité ou sur le commandant de la place. Jamais je n'ai douté du patriotisme des gardes citoyennes de Dieppe : la sagesse, et le courage qu'ils ont montrés dans leur expédition démontrent plus que tous les discours du monde, combien ils sont dignes d'admiration, puis-
 sent-ils trouver des imitateurs dans toutes les gardes nationales du royaume. Au surplus, si c'étoit pour repousser l'inculpation qu'ils se seroient signalés de la sorte, je serois ravi de leur en avoir fourni un motif. Maintenant je vous remercie de tout mon cœur de l'agréable nouvelle que vous venez de me communiquer. Les conspirateurs de la cour, et du club monarchique la tiennent secrète : dieu sait combien elle les afflige ; mais elle est faite pour réjouir tous les bons François, et je me hâte de la publier, en invitant les écrivains patriotes à la propager.

En faisant passer mes feuilles, à mes braves compatriotes de Dieppe, n'oubliez pas de leur dire combien j'applaudis à leur triomphe. Recommandez leur de ne prendre ni canons, ni boulets, pas même un grain de poudre. Le roi et l'assemblée nationale n'ont aucun droit de les empêcher de s'armer par leurs mains pour leur propre défense, lorsque les agens royaux se moquent d'eux, refusent de leur délivrer des armes. Recommandez - leur sur - tous

de fournir tous les citoyens de la ville, en état de marcher, au moins d'une centaine de cartouches chacun; et après ce partage, s'il leur reste de la poudre et des balles, d'en faire part à leurs frères des villes et villages voisins. Enfin, recommandez leur de conserver précieusement ces munitions pour le besoin, s'ils sont jamais appelés à en faire usage contre les ennemis de la patrie. Ajoutez je vous prie que, sensible à la confiance qu'ils ont en moi, je vais leur faire passer par vos mains une (1) collection complète de l'*Ami du peuple*, qui appartient ora à la garde citoyenne de Dieppe, et dont la lecture ne sera même permise aux officiers, qu'autant qu'ils seront patriotes; car pour n'être jamais la dupe des ennemis de la liberté, il faut éternellement se défier des chefs. C'est dans cet écrit que tous les amis de la vérité doivent la chercher, l'auteur ne l'ayant jamais dissimulée; et l'ayant toujours si bien rencontrée qu'il a prédit la plupart des événemens, longtems à l'avance.

(1) Il seroit à propos de la faire relier en volumes de 50 numéros qui seroient déposés dans les divers corps de garde. Pour que chaque volume y circulât à son tour.

MARAT, l'ami du peuple.

DE L'IMPRIMERIE DE MARAT.